

LA VOIX DU PEUPLE

Journal Syndicaliste paraissant le Dimanche

Organe de la Confédération Générale du Travail



TARIF DES ABONNEMENTS :

FRANCE... UN AN : 6 fr. — SIX MOIS : 3 fr. — TROIS MOIS : 1 fr. 50
 EXTERIEUR. UN AN : 8 fr. — SIX MOIS : 4 fr. — TROIS MOIS : 2 fr.
 Les Abonnements partent du 1^{er} de chaque mois

RÉDACTION & ADMINISTRATION :

Maison des Fédérations, 33, Rue de la Grange-aux-Belles, PARIS-10^e

Tous les Syndicats adhérents à la Confédération Générale du Travail doivent revêtir leurs correspondances, circulaires, etc., du LABEL CONFEDERAL.

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

APPEL

au Proletariat organisé de France

en faveur de

nos Camarades les Ouvriers Suédois

actuellement en

Grève Générale

Depuis le mois dernier, un grave et important conflit a surgi en Suède.

Parce que les ouvriers suédois ne consentaient pas à accepter les conditions patronales, ils se sont vus **lock-outés** et, le 14 juillet dernier, l'Union Centrale des Entrepreneurs suédois prenait la direction du conflit.

Du 26 juillet au 2 août, **80.000 ouvriers furent mis en lock-out.**

A cette guerre si effrontément déclarée à la classe ouvrière suédoise par le Patronat, nos camarades ne pouvaient répondre autrement que par la **GREVE GENERALE.**

Le 4 août, elle fut déclarée. Sur environ **500.000 ouvriers** que compte la Suède, **plus de 350.000 sont en grève.**

Syndiqués en grand nombre, les ouvriers de Suède ont persuadé de nombreux ouvriers non-syndiqués que c'était leur cause, leur dignité, leur avenir qui étaient en jeu. Ceux-ci l'ont compris et se sont joints aux syndiqués.

La presse bourgeoise a pu se réjouir du fonctionnement à peu près normal de certains services publics en se gardant bien d'ajouter que **ceux-ci ne fonctionnaient qu'avec l'autorisation des grévistes.**

C'est avec un élan d'enthousiasme que le Proletariat suédois a appris la déclaration de grève générale et c'est en un mouvement superbe de spontanéité qu'il s'est mis en grève.

Depuis le 4 août la lutte se poursuit et, pas un instant, l'entente et la cohésion n'ont cessé de leur donner l'assurance du triomphe.

Le Proletariat universel tout entier est anxieux de l'issue de cette lutte gigantesque. Il sait que de la victoire ou de la défaite de nos camarades suédois dépend aussi le sort de l'organisation syndicale de tous pays.

En Allemagne, en Belgique, en France comme en Angleterre et au Nouveau-Monde, le Patronat qui s'organise en trusts, en cartels, en Syndicats se prépare partout à la lutte contre l'organisation ouvrière.

Il faut donc une victoire pour nos camarades suédois.

Nous n'avons pas à leur conseiller l'entente : elle est parfaite chez eux. Ils nous en donnent l'exemple. Nous n'avons pas à leur conseiller l'énergie, ils l'ont déjà ; ils l'auront **davantage** à mesure que la fin salutaire ou néfaste de leur Grève Générale s'approchera.

Il faut que cette grève finisse par un succès éclatant.

Pour cela, il ne faut pas que nos secours leur soient marchandés. Il ne faut pas qu'il soit dit que nous les avons laissés seuls en face de la puissance d'argent des patrons coalisés.

Déjà, certaines Fédérations ont répondu à l'appel de leur secrétariat international.

Toutes les organisations syndicales qui comprennent la portée de cette lutte économique, aujourd'hui à l'état aigu en Suède, et qui le sera peut-être demain dans un autre pays, doivent répondre **AU PLUS TOT** par une marque effective de solidarité à laquelle les convie avec un chaleureux empressement

LE COMITE CONFEDERAL.

La Lutte continue

Quoi qu'en disent les journaux de toutes sortes de la bourgeoisie européenne, la Grève Générale de Suède se poursuit avec le même courage et la même ténacité. Nous ne pouvons nous attarder sur les dépêches des agences. Nous n'avons aucune confiance à y donner, nous en serions dupes. Ayons confiance aux grévistes suédois et aidons-les.

La semaine prochaine, nous donnerons des détails sur la grève.

Et aux militants des organisations de France de seconder encore, toujours et quand même les camarades suédois en grève. C'est dans cette intention que nous publions cette semaine encore notre dernier appel.

comme moi qui enseigne à ses camarades qu'il y a entre les naturels des pays latins et ceux des pays anglosaxons une différence de race, de tempérament qui agit considérablement sur la façon d'envisager les événements, sur la manière de s'opposer à des forces contraires et malfaisantes.

C'est pourquoi il est téméraire de juger et de critiquer les tactiques différentes aux nôtres, comme il est insensé de vouloir que nous adoptions celles des autres camarades de pays si différents du nôtre.

Pour être raisonnable, disons que nous manquons beaucoup de l'esprit de discipline et de continuité dans l'organisation comme de persévérance dans les actes. Disons que d'en prendre un peu à nos voisins, ne nous nuirait pas. Mais n'oublions pas de dire également qu'un peu de notre spontanéité, de notre enthousiasme ne leur nuiraient également pas.

Si peu patriotes qu'on puisse être, aimons à rester nous-mêmes avec nos qualités et nos défauts et envoyons se baigner — c'est le moment — les bons conseillers, qui voient toujours mieux ce que font les autres que ce qu'ils devraient faire eux-mêmes.

Les conditions du climat, de mœurs, d'éducation, de milieu façonnent différemment les hommes et les préparent différemment aux événements naturels ou sociaux.

A quoi bon alors philosopher éperdument sur ce que nous devrions être pour être parfaits ?

Supportons-nous, amendons-nous mutuellement. Sachons nous entendre en conservant chacun nos idées, chacun nos tempéraments avec nos qualités ou nos défauts, pour les faire converger vers un but commun. Puis, fraternellement, préparons-nous à une action commune pour l'atteindre !

**

Telles sont les réflexions que me suggèrent la deuxièmes événements économiques : la Grève Générale d'Espagne, la Grève Générale de Suède.

Georges YVETOT.

Aux Militants Syndicalistes

et aux

Organisations qui leur font appel

Au moment même où la lutte syndicale s'annonce toujours plus aiguë et plus étendue, il est absolument nécessaire que les militants syndicalistes s'y consacrent de leur mieux et entièrement si possible :

A l'élection dernière de nos camarades Jouhaux et Lefèvre au Secrétariat de la Section des Fédérations, ceux-ci, très loyalement, ont déclaré qu'ils ne donneraient leur collaboration à aucun journal étranger, quel qu'il soit, en dehors de la « Voix du Peuple » et autres organes corporatifs.

A cette déclaration, les autres membres du bureau se sont joints. Ils estiment que la besogne confédérale est assez ardue pour qu'ils se dispensent de polémiquer et de collaborer à des journaux en dehors des organes syndicaux.

De même, ils ne participeront qu'en des cas particulièrement sérieux à l'agitation faite par des organisations étrangères à la C. G. T. et cela à titre personnel seulement.

Nous serions heureux que les organisations, quelles qu'elles soient, s'abstiennent de faire suivre sur les affiches ou autres publications les noms de leurs orateurs du titre de **MEMBRE** ou **FONCTIONNAIRE** de la C. G. T. quand ces camarades n'ont pas été spécialement mandatés par la C. G. T. pour prêter leur concours.

Nous comptons que les militants syndicalistes feront tout le possible pour qu'on ne se serve également pas de leurs titres de membres ou de fonctionnaires de la C. G. T. en n'importe quelles circonstances autres que celles où ils seront spécialement mandatés par l'organisation syndicale à laquelle ils appartiennent.

De cette façon nous éviterons bien des équivoques, bien des confusions et nous affirmerons ainsi notre bonne volonté d'amoindrir et de pallier à la désunion des travailleurs syndiqués entre eux.

LE BUREAU.

Ce que peut être dans l'avenir

l'Action Internationale

La résolution qui, au Congrès de Marseille, clôtura la discussion sur les **rappports internationaux** est, dès maintenant, transformée en proposition.

Les divers centres ouvriers nationaux qui composent le secrétariat international, ont accepté que cette résolution soit discutée à la prochaine Conférence, qui doit se tenir à Paris, les 30 et 31 août prochain.

On se rappelle que la motion de Marseille demandait à ce que les Conférences Internationales qui, pour l'instant, sont uniquement composées de fonctionnaires des différentes Confédérations soient transformées en véritables Congrès internationaux, avec représentation effective des délégués des Fédérations nationales.

Or, aujourd'hui, non seulement cette proposition sera discutée, mais elle se trouve complétée par celle de l'American Federation of Labour, demandant la création d'une Confédération Internationale du Travail.

Les Français ne pourront qu'appuyer la demande des camarades Américains qui, complétant la leur, lui donne une portée plus considérable.

Il ne viendrait à l'esprit d'aucun militant de nier l'efficacité des rapports internationaux. Mais cette efficacité sera d'autant plus forte, et conséquemment plus bienfaisante, pour la classe ouvrière tout entière, que les liens reliant les différents prolétariats seront plus effectifs et plus étroits.

Il faut pour cela que les délégués des divers pays, se coudoient plus souvent.

Ils apprendront ainsi à mieux se connaître ; ils pourront, d'une façon plus exacte, se rendre compte des défauts et des qualités qui animent les uns et les autres.

C'est pour ces raisons que les syndicalistes français, partisans fervents des relations internationales, demandaient que leur proposition fut discutée à la plus prochaine Conférence.

Il faut espérer que nos camarades étrangers comprendront la nécessité de cette transformation en donnant satisfaction à la proposition de la France.

Nous pourrions alors travailler utilement à la cause ouvrière.

Toutes les questions qui, d'une façon générale, intéressent les travailleurs de tous les pays, pourront être examinées avec fruit par ces Congrès qui, de par le mode de représentation, reflèteront exactement le mouvement ouvrier dans ses diverses méthodes et ses diverses tendances.

C'est seulement dans ces assises qu'on peut espérer apporter des solutions rationnelles et efficaces, à toutes les idées généreuses, à tous les désirs de bien-être et de justice qui animent le monde des travailleurs.

La besogne ne manquera certes pas. Le champ d'activité des énergies ouvrières est vaste. Complexes et multiples sont aussi les différentes revendications des exploités.

Cependant nous devons nous convaincre que pour obtenir des résultats, les questions doivent être sérieuses, et les efforts raisonnablement et intelligemment dirigés vers un but déterminé.

Aussi est-ce pour cela qu'en même temps que nous proposerons notre conception nous demanderons également l'adoption d'un texte de statuts, qui limitera et les attributions de l'actuel bureau international, agrandi, amplifié, et les diverses questions à la réalisation desquelles il devra s'employer.

Nous demanderons que l'action de cette nouvelle et formidable force internationale se porte tout particulièrement :

1° Sur la réduction des heures de travail par la propagande pour la journée de huit heures ; 2° sur les questions de salaires ; 3° sur l'émigration dans les différents pays ; 4° sur les moyens et mesures à prendre pour s'opposer aux conflagrations entre nations.

Ce programme synthétise bien toutes les aspirations des travailleurs et, à ce titre, il mérite, de la part des militants ouvriers, un examen approfondi.

La portée qu'il peut avoir s'il est accepté, est trop considérable pour qu'elle échappe aux yeux de tous.

En effet, la question de la réduction des heures de travail n'est-elle pas actuellement la seule susceptible d'arrêter les préjudices néfastes que cause au prolétariat de tous les pays l'introduction du machinisme perfectionné ?

Une action internationale est nécessaire pour, tout d'abord, arriver à unifier le temps de travail dans toutes les nations et ensuite essayer d'équilibrer un peu les salaires dans l'ensemble des travailleurs.

C'est seulement dans l'examen de nos situations respectives que nous trouverons les éléments propres à faire aboutir nos revendications particulières.

En ce qui concerne l'émigration, ne serait-il pas nécessaire qu'au moment où grandit sans cesse le nombre des sans-travail, l'on puisse par une entente internationale, arriver à déplacer d'un endroit à un autre, d'un pays à un autre, les travailleurs inoccupés, en les dirigeant vers des centres où le manque de bras se fait sentir.

Nous réglerions ainsi l'émigration et nous arriverions à faire disparaître une des causes de la dépréciation de la main-d'œuvre. En même temps, dans les périodes de grève, nous mettrions nos exploités dans l'impossibilité de recruter parmi les sans-travail les éléments de jaunisse qui, trop souvent, sont la cause de la non-réussite de nos mouvements.

Enfin n'est-il pas utile que nous discutions et envisagions les moyens qui nous permettraient de nous opposer aux tueries des peuples entre eux ?

Ne devons-nous pas affirmer à la face de tous, que les salariés, qu'ils soient de France, d'Allemagne, d'Angleterre, de Russie ou d'Autriche, sont des exploités au même titre, et que comme tels, ils doivent, au lieu de s'entre-tuer, se tendre la main par dessus les frontières et s'unir pour combattre l'ennemi commun : **le Capital ?**

Ne devons-nous pas expliquer aux travailleurs ce que sont les guerres, et à qui elles profitent ? Ne devons-nous pas leur faire entrevoir ce que c'est dans leur sang que tous les rastaquouères de la finance et de l'industrie ramassent leurs millions ? Millions qui serviront à les domestiquer, à les tyranniser un peu plus.

N'avons-nous pas le droit de dire aux travailleurs du monde entier, que s'ils sont susceptibles d'accomplir un effort, ils doivent l'accomplir pour leur libération, pour leur émancipation, et non pour apporter plus de jouissance aux parasites de notre société caduque ?

Nous nous devons de leur enseigner qu'ils ne briseront leurs chaînes d'esclavage qu'en unissant leurs efforts, dans l'Internationale ouvrière, se dressant contre l'Internationale capitaliste.

C'est parce que nous avons pensé qu'il était utile que cela fut fait, que nous avons voulu poser la question aux travailleurs de tous les pays, sûrs qu'ils nous répondront avec la logique de leur **esprit de classe.**

Voilà notre rêve. Réaliser ce vaste programme que votera la classe ouvrière, d'une organisation si puissante, que toutes les forces de réaction et d'argent viendront se buter contre elle sans l'entamer.

La question est dès maintenant posée à **tous les Proletaires.** C'est d'eux, et d'eux seuls, qu'en dépend la réalisation.

Espérons que nous aurons la joie d'applaudir à l'inauguration de cette grande œuvre.

Là se bornent nos ambitions de militants syndicalistes.

L. JOUHAUX.

COMITÉ CONFÉDÉRAL

Réunion du Comité Confédéral (les deux Sections réunies) le mardi 24 août, à 9 heures du soir, au siège de la C. G. T.
 Ordre du jour : la Conférence Internationale.

Réflexions d'Actualité

Ce n'est plus comme sous le ciel brûlant d'Espagne, sous le crépitement des incendies et au bruit de la bataille que se déroule la grève générale de Suède. Quel contraste !

Et pourtant, qui osera dire que cette dernière manière est la meilleure ?

En Espagne, en Italie, en France, en Grèce Générale, c'est au moins une émeute, ça peut être une Révolution. On y risque tout : sa vie, sa liberté, le travail d'organisation de plusieurs années, mais on y peut conquérir d'un seul coup l'émancipation ouvrière, la transformation sociale !

Une Grève Générale, dans nos pays latins, c'est, à coup sûr, du sang répandu ; c'est probablement une répression féroce presque autant qu'à Paris, en 1871 ; comme à Milan et comme à Barcelone, en ces temps derniers.

Les adversaires de la violence, les partisans de l'ordre, de la discipline, des efforts prolongés, des sacrifices con-

tinus triomphent en constatant la marche normale, paisible et calme de la grève générale suédoise ! Ils la souhaitent triomphante, cette lutte colossale des ouvriers si calmes et si froids de la Suède, afin de nous la donner en exemple comme ils nous donnent en exemple l'organisation syndicale allemande et le corporatisme anglais ou américain.

Et bien ! nous aussi, syndicalistes révolutionnaires, nous souhaitons que nos camarades suédois soient victorieux. Nous voudrions tout faire pour qu'ils le soient parce que, d'abord, ce sont aussi des frères et ensuite, parce que nous comprenons quelle déplorable répercussion peut avoir sur nous la défaite de nos camarades en lutte.

Mais nous ne serons pas du tout pour cela persuadés de l'efficacité de leur méthode. Même si, pour plaire à nos adversaires de tendance ou croyant de bonne foi se rendre à l'évidence, la majorité des ouvriers français, des Syndicats de France tentaient un jour d'imiter les travailleurs suédois et d'appliquer leur tactique de calme, de patience et d'entêtement paisible, nous croyons qu'ils courraient à une défaite certaine.

Pourquoi ?
 Faut-il que ce soit un antipatriote

Du Maroc à l'Ouenza

On va fusiller à Barcelone

Les gouvernants espagnols préparent une répression dont « l'histoire parlera ».
— Un nouveau dessous de l'affaire — de l'Ouenza

Des dernières nouvelles données par la presse, l'ordre règne à Barcelone. On aurait fusillé vingt-cinq révolutionnaires à Montjuich. Le gouvernement espagnol préparerait une répression exemplaire.

Il paraît qu'un des membres de ce gouvernement, faisant allusion aux événements de Barcelone et à la répression qui se prépare, aurait eu ce mot terrible et cynique tout à la fois :

L'HISTOIRE EN PARLERA !

L'histoire en parlera, c'est-à-dire qu'on va emprisonner, condamner, fusiller peut-être, tout l'élément actif, conscient, du prolétariat espagnol qui préféra la révolte à la guerre.

L'histoire en parlera ! Le mot a paru tellement odieux, que l'« Information » du 4 août, rappelle à la pudeur les gouvernants espagnols : « Seule, dit l'auteur de l'article, l'application des règles de la justice et du droit seraient de « pris, comme il existe déjà dans la rue. »

Il rappelle ensuite, qu'en 1871 : « Les chefs de l'insurrection de Paris étaient morts ou en exil » et que, malgré cela, le gouvernement refusa l'amnistie demandée. Que ce fut une faute de n'avoir pas écouté, en 1871, Victor Hugo, qui demandait l'amnistie : « Grâce à laquelle se fut scellée une union féconde qui n'est pas réalisée aujourd'hui ».

Cette leçon, ajoute-t-il, serait à méditer à Madrid.

Seulement, on n'écouterait pas : on condamnera, on emprisonnera... pour que règne l'ordre capitaliste dans la douce (?) patrie espagnole.

Tout cela, parce que — comme je l'ai montré la semaine dernière — il faut que les Espagnols aillent défendre le chemin de fer et les mines appartenant au consortium français Etienne-Schneider, intéressé dans la Société « Nord-Africaine », société de nom et de nom seulement.

Car, affirme le comte de Romanones, dans l'interview qu'il a donnée à la « Espana Nueva », il faut qu'on sache bien que :

« Je n'ai rien à voir ni avec les mines, ni avec le chemin de fer, et sur ce point, pour que l'opinion ne s'égare pas, « il convient de lui dire que ce n'est pas le chemin de fer espagnol qu'attaquent les Maures. Le nôtre est très peu avancé par rapport à la ligne française. C'est par celle-ci que circulent les machines de la Société Nord-Africaine et les renforts envoyés à nos troupes... »

« Maintenant, il faut dire deux choses : « M. Moura s'est refusé, il y a quelques temps, à protéger les travaux de chemin de fer espagnol et la Société des Mines du Riff ne lui a plus rien demandé. Et d'une. »

« Une Société étrangère, appelée « Union des Mines Marocaines », a des concessions à Ceuta et à Tétuan et elle n'a pas cessé de les exploiter. Et de deux. »

Ainsi, voilà incontestablement établi que c'est pour Etienne et Schneider que nos camarades espagnols vont se faire tuer dans le Riff marocain ; qu'on en fusillera peut-être un certain nombre à Barcelone ou à Montjuich.

Mais ce n'est pas seulement ce fait que nous révèle l'interview du comte de Romanones.

Nous y retrouvons le point de repère qui, du Maroc, conduisit l'Allemagne et Krupp au Consortium des Mines de l'Ouenza. C'est ce que je vais essayer de démontrer.

Au début de janvier 1909, Morizet, dans l'« Humanité », publia une série d'articles sur l'Ouenza, qui lui valurent la visite de Portalis, le vaincu dans cette affaire.

Au cours de l'entretien, Portalis affirma à Morizet que « des raisons diplomatiques » pesaient sur les actions de Clemenceau, dans l'affaire de l'Ouenza.

« Au moment de l'affaire d'Algésiras, déclara Portalis, l'Allemagne, en échange de son accession à l'acte international, a exigé des compensations. Elle a déclaré que si on lui « fermait » le Maroc, il fallait au moins lui « ouvrir » l'Algérie, et exigea qu'on accordât à ses nationaux un certain nombre d'avantages. »

« Parmi les affaires « signalées à la « bienveillance » du gouvernement français figurait la concession du chemin de fer dans laquelle Krupp, l'ami personnel de l'Empereur, était intéressé. »

« Des promesses avaient été faites que, de temps à autre, on rappelait discrètement. »

« Ainsi s'explique que, par périodes, le projet de l'Ouenza reparaisse à la Chambre, où Clemenceau acquiesce en maugréant les dettes contractées par Rouvier. » (1)

Ainsi, le Maroc fut « fermé » à l'Allemagne. Comment pouvait-il être fermé, sinon par l'accord franco-espagnol, accord secret qui dit notamment :

« Art. 4. — Si l'Espagne désire céder, vendre ou affermer partiellement ou totalement ses possessions marocaines à une autre puissance ou à la population indigène, elle s'engage à ne point agir sans le consentement exprès de la France. »

Ainsi, l'Espagne ne pouvait : « Céder, vendre ou affermer » une quelconque partie de ses concessions ou possessions marocaines « sans le consentement exprès de la France ».

Qu'on lise maintenant ce que, dans son interview, affirme le comte de Romanones : « Les choses sont ainsi : la Maison « Krupp et Menesman, l'ancien protecteur « de Mouley-Hafid, voulurent nous acheter les mines et nous n'y consentimes pas ».

« Ils s'efforcèrent de devenir nos associés et n'y parvinrent pas. »

Il n'est pas difficile de conclure, logiquement, que si les Espagnols refusèrent de vendre au groupe Krupp-Menesman leurs usines, puis de les prendre comme associés, c'est que « On » Etienne-Rouvier s'y opposèrent. D'où la condition imposée par l'Allemagne de donner une part à Krupp dans l'Ouenza, quand les Allemands connurent le rôle de la France et le traité secret. Ainsi s'explique également la hâte des journaux allemands à publier l'accord secret reproduit dans le dernier numéro de la « Voix du Peuple ».

Ces faits sont d'autant plus probants que, comme le démontre le comte de Romanones dans son interview, la lutte industrielle de l'Allemagne et de l'Angleterre pour la suprématie de la fabrication sidérurgique paraît pencher en faveur de l'Allemagne.

C'est pourquoi des mines comme celles du Riff, placées à égale distance de France et d'Angleterre, très rapprochées de l'Italie, la Turquie et l'Espagne, peuvent être un élément de victoire pour la nation qui les possédera. L'Allemagne, ennemie de l'Angleterre, arrivait trop tard au Maroc. Il lui fallait alors une part de l'Ouenza. Cette part, on la lui donna en compensation de son éviction des mines du Riff marocain.

Plus cynique apparaît encore ce marché quand on se rappelle l'intervention de M. Etienne au Parlement, en faveur de l'Ouenza.

« M. Etienne. — Je le déclare à la « Chambre, elle ne votera en toute liberté d'action ; elle ne doit pas s'arrêter « aux accusations qui viennent de ce côté « (l'extrême gauche). Ces accusations, « nous les connaissons ; elles se reproduisent chaque fois que l'intérêt national « est en jeu. Que n'a-t-on pas dit contre « notre intervention au Maroc ? Il est en- « tendu que nous n'y sommes allés que « pour protéger les intérêts de capitalis- « tes véreux ! »

« Nous ne redoutons pas davantage les « accusations, j'affirme à la Chambre « qu'elle peut voter en toute sécurité le « projet de loi qui lui est soumis (Applau- « dissements sur divers bancs) » (1).

Ah ! oui, la Chambre pouvait, en toute sécurité, voter le projet de l'Ouenza. M. Etienne s'en portait garant parce qu'il avait été l'artisan de l'entente franco-espagnole contre l'Allemagne au Maroc ; franco-allemande dans l'affaire de l'Ouenza en Algérie.

Mais, dira-t-on encore, et l'entente cordiale avec l'Angleterre ? Qu'a pu dire à la France l'Angleterre ?

Je ne serais pas autrement étonné d'apprendre que cette dernière a eu aussi sa compensation. J'ajoute que je ne suis pas éloigné de croire que cette compensation fut la commande de 200 millions de francs de cuirassés, torpilleurs, etc., que l'Espagne a donnée à l'Angleterre pour ses chantiers de constructions navales.

Ainsi s'enchaîne dans l'ombre l'action internationale du capitaliste, action qui, à chaque instant, nous fait côtoyer le gouffre de la guerre. La Guerre... suprême espoir de l'internationalisme capitaliste rêvant d'enrayer, d'endiguer, de détruire le flot montant en puissance des organisations et des aspirations prolétariennes internationales.

Oh ! non, ce n'est pas seulement à Madrid que l'on rêve d'une « répression » dont « l'histoire parlerait ». Tous les gouvernants en sont là. Tous ont peur de ce que l'on appelle le quatrième état.

« Le quatrième état est levé. Il réclame sa part ; il la lui faut et il l'aura de gré ou de force », écrivait tout dernièrement un des principaux représentants de la classe capitaliste et il ajoutait : « Fondez des canons, lancez des Dreadnoughts, englobissez vos ressources dans un gouffre sans fin : la paix armée ; ne réservez rien pour boucher les gueules du Cerbère grondant que vous avez déchaîné ; tôt ou tard — peut-être très tôt — il vous dévorera. »

Pour ne pas être dévoré les gouvernants se préparent à faire s'entre-dévorés les peuples.

Préparons nous, plus que jamais, à faire comme nos camarades espagnols et à crier :

Tout plutôt que la guerre !
A. MERRHEIM.

P.-S. — Plusieurs camarades m'ont écrit, demandant que je leur envoie le montant des sommes prêtées au Maroc par la France, afin qu'ils puissent utiliser ces renseignements dans leur propagande.

Voici, d'après une correspondance de Tanger du 30 juillet dernier, le montant de la dette marocaine.

Emprunt français de 1904 : 60 millions ;
Emprunt allemand de 1905 : 12 millions ;

Emprunt français de 1906 : 2 millions ;
de diverses banques par l'intermédiaire de Mac-Léau, 4 millions ; à la maison allemande Haessner et Jochimssohn, 2 millions 200 mille francs. A la maison française Braunschwig, 3 millions ; à la Compagnie marocaine (fournitures diverses), 2 millions 700 mille francs ; à la Compagnie marocaine (ports de Casablanca et Saffi), 5 millions ; à la maison Reuschhausen (port et quais de Tanger), 3 millions ; à la banque Fariente, 2 millions 100 mille francs. Créances reconnues par lettres chérifiennes (approximativement), 2 millions ; créances en suspens, 15 millions ; avances de la banque d'Etat, 3 millions ; prêts par divers, 5 millions ; réclamations en suspens, 9 millions ; indemnités de Casablanca, 8 millions ; frais de guerre région algérienne, 60 millions ; frais de guerre avec l'Espagne, 6 millions. Au total : 206 millions de francs, dus par le Maroc à toutes les nations ou à leurs financiers.

Comme c'est beau tout de même la civi-lisation européenne.
A. M.

Emprunt français de 1906 : 2 millions ; de diverses banques par l'intermédiaire de Mac-Léau, 4 millions ; à la maison allemande Haessner et Jochimssohn, 2 millions 200 mille francs. A la maison française Braunschwig, 3 millions ; à la Compagnie marocaine (fournitures diverses), 2 millions 700 mille francs ; à la Compagnie marocaine (ports de Casablanca et Saffi), 5 millions ; à la maison Reuschhausen (port et quais de Tanger), 3 millions ; à la banque Fariente, 2 millions 100 mille francs. Créances reconnues par lettres chérifiennes (approximativement), 2 millions ; créances en suspens, 15 millions ; avances de la banque d'Etat, 3 millions ; prêts par divers, 5 millions ; réclamations en suspens, 9 millions ; indemnités de Casablanca, 8 millions ; frais de guerre région algérienne, 60 millions ; frais de guerre avec l'Espagne, 6 millions. Au total : 206 millions de francs, dus par le Maroc à toutes les nations ou à leurs financiers.

Comme c'est beau tout de même la civi-lisation européenne.
A. M.

Pour la Liberté !

Marck est revenu

Notre camarade Charles Marck, trésorier de la C. G. T. est revenu parmi nous. Il a repris depuis lundi dernier son poste de trésorier de la C. G. T. Contrairement à ce qu'a dit certain journal avancé, Marck ne bénéficie d'aucune faveur. Il a fait toute sa peine.

C'est à lui, désormais, que devront être adressés tous les versements : Abonnements à la « Voix du Peuple », secours aux grèves, cotisations qui concernent la C. G. T.

Le bureau de la C. G. T. est actuellement au complet. Pour combien de temps ? Seuls pourraient répondre les liberticides qui gouvernent.

En tout cas, notre camarade Marck a repris le sens de la liberté en faisant neuf jours de service militaire à Elbeuf. C'est un drôle d'entraînement à la liberté... mais comme la liberté des militants syndicalistes révolutionnaires est souvent relative et provisoire, cet entraînement fut du bon.

Torton est également libre

Le camarade Torton qui fut le compagnon de captivité de Marck à Rouen a repris également depuis 15 jours ses fonctions de secrétaire de la Bourse du Travail de Rouen.

Marchal va être libéré

Le camarade Marchal, du Syndicat des Maçons, qui fut condamné à cinq ans de prison pour des articles qu'il n'avait pas écrit, mais dont il prit simplement et bravement la responsabilité, est sur le point, nous l'espérons, de sortir de prison après une année complète passée dans les geôles républicaines. En sa faveur, les organisations syndicales font une salutaire agitation.

Après une valeureuse campagne entreprise pour lui et pour les autres par le Comité de Défense Sociale, voici le journal l'« Humanité » qui depuis plusieurs jours entreprend une campagne de presse en faveur de Marchal, à laquelle nous nous associons de grand cœur et à laquelle nous souhaitons les meilleurs résultats et le plus sincère succès.

Et les autres ?

Nous espérons que ce journal du P. S. U. secondera nos efforts et ceux de tous les camarades de cœur qui veulent la libération de tous nos amis ou adversaires qu'une justice de classe a fait enfermer pour avoir exprimé, en paroles ou en écrits, toute leur pensée.

Ce n'est pas suffisant que Merle soit en liberté parce que sa compagnie est souffrante. Il faut que Miguel Almeréya, Victor Méric, etc., etc. le soient également puisque leurs crimes sont les mêmes et que le châtiement qui leur fut infligé demeure digne d'un gouvernement lâchement arbitraire.

Et Branquet ?

Mais, notre pauvre camarade Branquet, condamné faussement sur une accusation équivoque de policier est toujours en prison, au droit commun, malgré l'amnistie par laquelle depuis longtemps il aurait dû sortir, même s'il avait été vraiment coupable du crime qu'il n'a pas commis. Pourquoi s'acharne-t-on à le maintenir sous les verrous ?

Et Platel ?

Quant au camarade Platel, condamné pour faits de grève, il expie avec ses cinq compagnons son activité et son dévouement à la cause des grévistes en révolte contre leurs affameurs de l'Oise.

Pourquoi n'a-t-on pas mis également ceux-là en liberté depuis longtemps ? Et pourquoi, en prison, ne les a-t-on pas mis au régime dit politique ?

Ce ne sont pas des militants connus, c'est pourquoi sans doute on s'en occupe si peu.

Quand donc la classe ouvrière comprendra-t-elle qu'il ne doit pas y avoir à ses yeux des victimes distinctes ou différentes prises parmi elle ?

Tous les militants syndicalistes se valent. Et ceux qui sont les plus obscurs ont droit à plus de dévouement, à plus de sacrifices de notre part à tous, que ceux qui sont connus et payés pour risquer leur liberté au service de la cause syndicale.

C'est notre veulerie, c'est notre indifférence qui maintiennent en prison nos militants dévoués et modestes.

Remettons-nous un peu pour eux !
G. Y.

La Tragédie d'Espagne

J'ai montré la semaine dernière ce qu'avaient été les débuts de la Révolution d'Espagne, aujourd'hui vaincue par la répression atroce des fanatiques et sanguinaires partisans de l'ordre bourgeois, clérical et monarchiste.

La grève générale, ai-je dit, fut décrétée sous le coup de l'indignation quand on apprit en Catalogne l'acte odieux de représailles exercé contre les vingt braves qui avaient osé crier : « A bas la Guerre ! »

Et ce ne fut pas la grève générale les bras croisés.

Je ne dis pas que tout ce qui eut dû être fait en de si graves circonstances le fut. Je ne dis pas non plus qu'il y eut toute l'entente, toute la discipline nécessaires au triomphe d'une aussi belle lutte, à propos d'une si belle cause. Il serait trop facile de critiquer un mouvement quand celui-ci n'a pas donné les résultats qu'en voulaient obtenir ceux qui y consacraient leur vie et leur liberté.

C'est un rôle que peut accepter quelqu'un qui a participé à la lutte, qui a risqué sa peau, qui a donné l'exemple de la bravoure, du courage, de l'héroïsme en cette lutte même ou en d'autres antérieures à celle-là.

Mais ce n'est pas la besogne d'un militant qui voit les événements d'après les journaux, qui attend les nouvelles assis dans un fauteuil et qui se permet d'écrire l'histoire et de donner des conseils ou de distribuer des blâmes sans rien avoir fait lui-même de courageux ou d'héroïques !

Aussi c'est avec toute l'émotion que peut provoquer en nous une telle tragédie ; c'est avec tout l'espoir de vivre une époque aussi active, aussi admirable et en en escomptant une meilleure série de résultats que nous puissions dans les épisodes de la grève générale d'Espagne un enseignement fécond, une expérience salutaire pour des journées pareilles susceptibles d'être provoquées pour des motifs semblables.

Il faut donc dire bien haut quel fut l'admirable courage de nos amis d'Espagne.

Les femmes surtout furent acharnées contre tout ce qui représentait la servitude et l'autorité. Ce sont elles qui entraînaient et encourageaient les hommes, qui les aidèrent puissamment dans la lutte, les soutenaient, les consolèrent dans l'adversité et les soignèrent s'ils étaient blessés.

Nous saurons quelque jour quels furent les héros de ces journées tragiques. Ce que nous pouvons dire c'est que ce fut le peuple ouvrier, celui qui souffrait de la triple domination capitaliste, monarchiste et clérical que fut l'artisan de cette période révolutionnaire qui, malgré tout, malgré la répression, peut-être n'a pas encore dit son dernier mot.

La révolution veille sous le ciel d'Espagne et c'est probablement une maladresse gouvernementale, une répression stupide et cruelle à laquelle on s'attend, qui la déchaînera à nouveau plus terrible que jamais.

Tant que le monstrueux château de Montjuich sera pierre sur pierre, la Révolution grondera en Espagne.

Qu'on apprenne l'exécution des prisonniers et ça peut recommencer. Le gouvernement espagnol serait prudent d'y songer. C'est peut-être là que sera le terme du règne d'Alphonse et de sa clique et le triomphe de la Révolution sociale.

En tout cas, les républicains d'Espagne ne se sont guère compromis. Ils attendaient sans doute que le Peuple leur tire les marrons du feu. Mais, socialistes, anarchistes, syndicalistes, tous furent debout, vaillants au poste.

C'est à peu près tout ce que nous savons pour le moment des affaires d'Espagne.

Pourtant, nous avons reçu d'un ami d'Espagne, il y a quinze jours, la lettre suivante :

Cher Camarade,

Je vous félicite de tout cœur de votre vaillant article publié dans le dernier numéro de la Voix du Peuple. Je vous engage à continuer car, dans toute l'Espagne, et particulièrement en Catalogne, le mouvement a été beaucoup plus important qu'une grève générale. Les prisons et le château de Montjuich regorgent d'ouvriers et de femmes du peuple. La razzia continue et on nous rapporte de mauvaises nouvelles de maudit château.

Les autorités veulent noyer dans le sang ce superbe élan de révolte. Mais la classe ouvrière, sinon vaincue, pense déjà à la revanche et le gouvernement le sait et le craint. Malgré ses légions de policiers, il n'a pu arrêter le dernier mouvement car en une demi-journée, tous les travaux furent arrêtés à Barcelone et dans les principales villes d'Espagne. En quelques autres villes d'Espagne, tout fut également arrêté et surtout les communications. Dans les villes de Mataro, Sabadell et Caldos de Montuèl, le peuple, pendant sept jours, fut le maître, sans autre autorité que ses Comités révolutionnaires.

Dans tous les centres populaires plus ou moins importants, les femmes furent les premières à saboter les lignes de chemins de fer, télégraphes et téléphones.

Pendant la semaine tragique, l'artillerie a fait « merveille » contre le peuple. Mais on peut dire que la classe ouvrière a lutté avec courage et énergie et a résisté jusqu'à sa dernière cartouche. Au dernier moment, elle a brûlé églises, couvents, registres et propriétés, etc. Si nous avons été vaincus, on peut en rendre grâce aux chefs républicains révolutionnaires. Il y a beaucoup de victimes dans le peuple. Mais la police et la gendarmerie ont eu leur part aussi. Camarade, j'espère qu'avec vos amis de la Confédération, vous ferez tout ce que vous pourrez.

Cordialement poignée de main :
XXX.

Nous reviendrons sur ces événements.

En attendant, personne dans la classe ouvrière n'oublie qu'il faut aider par tous les moyens les courageux héros de la classe ouvrière en Espagne.

Tous les révolutionnaires vibrent aux échos de la lutte admirable du Peuple espagnol.

Que tous les gens de cœur vibrent d'un unanime sentiment de révolte en présence des actes de vengeance atroce qui se préparent dans l'ombre.

L'association infernale des soldats et des jésuites de l'inquisition espagnole s'apprête.

C'est beau d'admirer. Ce serait généreux d'aider.

G. YVETOT.

Les Camps Retranchés du Syndicalisme

Il y a quelques temps, je publiais sous ce titre, dans le « Travailleur de la Terre », une étude sur la situation réelle et les moyens d'action du syndicalisme confédéral. Les encouragements qui me parvenaient, prouvent que mon idée est partagée. Il devient nécessaire, dès lors, de lui faire aborder la critique.

Or, quelle que soit l'admiration que je professe pour la puissante organisation ouvrière, il me semble qu'elle ne suffit pas à tout. Il manque un rouage dans l'organisme syndicaliste. Et, au risque de me mettre à dos à la fois, les révolutionnaires et les réformistes, je vais oser dire ce que beaucoup de travailleurs ruraux pensent tout bas.

Je suis du Bâtiment. Ma profession de charpentier-fondrier m'appelle souvent au milieu des travailleurs de la terre. J'y ai gagné d'apprendre la culture ; de connaître la valeur inestimable de ses produits. Isolés, le soir, loin des bruits des grandes cités, nous échangeons nos impressions. Je leur parle de nos espoirs ; ils me racontent leurs douleurs. Car, hélas ! la misère, au moins, est notre lot à tous. Collaborant souvent à une même œuvre d'exploitation capitaliste, nous avons appris ensemble que toute souveraineté dérive de la possession du sol.

Pourquoi faut-il que nous ne soyons pas tous convaincus de cette aveuglante vérité ? Je n'en fais, cependant un reproche à personne. Les plus vaillants champions de la cause syndicaliste sont nés et ont été élevés dans les grandes villes. La vie y est factice, la loi naturelle tellement violente, qu'elle ne leur apparaît plus que déformée par le prisme trompeur des conventions sociales.

Et pourtant, si nous considérons la sublime et majestueuse simplicité des lois de la nature, nous sommes obligés de convenir que c'est la culture du sol qui pourvoit à la majeure partie des besoins des créatures. Nous avons violé ce grand principe ; c'est à notre étrange outrecuidance que nous devons tous les maux dont souffre l'humanité. Et ce ne serait pas, je vous le jure, le plus mince titre de gloire de notre C. G. T., que de ramener les hommes aux lois naturelles que les leurs ont si profondément troublées.

Ceci posé ; si nous examinons de sang-froid l'organisation confédérale, nous nous apercevons de suite que c'est un merveilleux instrument de lutte sociale. Mais elle n'est pas autre chose ; et ça ne suffit pas.

Remportons-nous demain les plus grandes victoires ; soulevons-nous tout le prolétariat pour la grève générale expropriatrice ; la C. G. T. serait-elle libre, après cela, de régler à sa guise les destinées du monde, qu'il n'y aurait rien de fait. La Révolution déchaînée dévierait forcément, parce qu'elle manquerait de base. C'est une folie de ne pas le reconnaître : l'éducation pratique fait défaut.

Il manque au prolétariat une organisation capable de recueillir les fruits des victoires syndicales ; d'en concentrer les profits ; d'en accumuler les bénéfices. Il lui manque une institution destinée à préparer à l'abri du besoin, les phalanges irréductibles qui conduiront les masses à la victoire finale.

Les coopératives communistes semblent, à première vue, désignées pour ce but ; mais, malheureusement, leur action ne vise le plus souvent qu'un résultat immédiat, peut-être un moyen de propagande. Elles ne songent jamais à faire coordonner leurs efforts avec l'organisation de combat. Le vœu adopté au Congrès des Ardennes déroge à cette règle, cependant. Tant mieux.

La base en est d'ailleurs viciée par la violation constante de la loi naturelle, qui voudrait que leur action ait pour point de départ la production de la matière première : la culture du sol. Les calculs égoïstes, l'éternel chacun pour soi, en faussent souvent tous les rouages ; et, malgré leurs défauts, qui oserait soutenir qu'elles n'ont pas une puissante portée révolutionnaire ? Leurs efforts d'ailleurs n'auront pas été vains. Elles fourniront l'énergie nécessaire à la mise en marche de l'organisation nouvelle.

Mais, que serait-ce alors si, conservant les indéniables qualités du coopérativisme, nous le débarrassions de ses défauts ? De quelle force ne disposerions-nous pas, si nous mettions au service du merveilleux instrument de combat qu'est notre C. G. T., un organisme on ne peut mieux approprié aux nécessités de la guerre de classe ?

(1) Humanité du 21 janvier 1909.

UNE GREVE DANS L'HABILLEMENT A AVIGNON

Dans l'après-midi du lundi 9 août, les presseurs de l'importante usine de vêtements confectionnés Gagnière et Cie, au nombre d'une quinzaine, se réunissaient à la Bourse du Travail, et prenaient la résolution suivante : « Devant le refus de l'administration de renvoyer un contre-maître favorisant les uns au détriment des autres et, de plus, d'un grossièreté révoltante, les ouvriers presseurs ont résolu de se trouver le lendemain aux portes des ateliers et empêcher ainsi la rentrée des 300 ouvriers et ouvrières occupés à l'établissement. »

A l'heure dite, les presseurs gardant la moindre issue, l'appel de la sirène resta sans effet ; des affiches du Syndicat de l'habillement, apposées de grand matin, invitaient d'autre part le personnel à la solidarité. Les grévistes se réunirent ensuite à la Bourse du Travail et formulèrent leurs revendications qui portaient : 1° Sur le renvoi du contre-maître ; 2° Augmentation de salaires pour les ouvrières rabatteuses et mécaniciennes ; 3° Meilleure répartition du travail.

On nomma une délégation qui fut chargée d'aller présenter ces revendications. Les exploitateurs refusèrent, surtout en ce qui concernait l'augmentation des salaires.

Le lendemain, ce furent les femmes qui empêchèrent les rentrées. De nouvelles réunions eurent lieu où les jeunes filles montrèrent une belle énergie en faveur de la grève. L'on aurait aimé à voir le même élan se manifester chez les hommes. Le soir de la deuxième journée, les patrons, devant la saison battant son plein et l'accumulation du travail à livrer, mirent les pouces. Une délégation se présenta devant eux. Contrairement à ce que les journaux régionaux racontent, le camarade Faure, du Syndicat, et secrétaire de la Bourse du Travail, fut reçu, quoique n'appartenant pas au personnel.

Les ouvrières rabatteuses obtenaient de 30 à 40 c. d'augmentation par jour, les mécaniciennes, dont le salaire journalier variait de 2 fr. 50 à 3 francs, abandonnaient l'augmentation demandée devant l'engagement qu'une meilleure répartition du travail serait faite. Quant au contre-maître, il ira verser ses injures ailleurs.

Telle fut la solution du conflit. En somme, des améliorations et, en plus, satisfaction morale, qui ne sont pas à dédaigner et cela après deux jours de lutte seulement.

Le Syndicat de l'habillement est renforcé par un grand nombre d'adhésions, qui ont compris la nécessité du groupement.

Beaucoup se rendent maintenant à l'évidence que la seule forme d'action sérieuse, capable d'amener les travailleurs à réfléchir sur leurs conditions malheureuses, et à les éclairer sur les moyens à employer pour hâter la fameuse réalisation de pouvoir vivre en travaillant et pour faire lâcher prise au bas égoïsme individuel, c'est le Syndicat.

Car, de combien est plus noble, la rentrée à l'usine, après la lutte, avec la joie des améliorations conquises profitant à tous, comparée à celle des bénéfices personnels, dès le plus souvent à la souplesse d'échine et aux humiliations subies, qu'à la capacité et à la droiture du bénéficiaire.

Incessamment, le Syndicat de l'habillement lancera un appel aux ouvrières et ouvriers de cette industrie au nombre de près de 2.000 dans cette ville et ses environs. Nul doute qu'un grand nombre seront unanimes à répondre : présent !

La nécessité d'une organisation forte vient d'être merveilleusement mise en lumière dans ce mouvement. **FRANCHIMAND.**

Bourses du Travail ou Unions de Syndicats

LA GUERCHE

Les Syndicats adhérents à la Bourse du Travail de la Guerche, sont instamment priés de nommer leurs délégués pour assister à la réunion générale des bureaux de Syndicats et du Conseil d'administration qui aura lieu le dimanche 22 août 1909, à 1 h. 1/2 de l'après-midi, à la Bourse du Travail.

L'ordre du jour de la Commission administrative est fixé ainsi :

1. Démission du secrétaire pour cause de service militaire ;
2. Lecture des procès-verbaux ;
3. Vérification des comptes ;
4. Bibliothèque commune ;
5. Augmentation des cotisations ;
6. Organisation de la Caisse du Son du Sotard ;
7. Création d'un groupe régional de jeunes syndicalistes ;
8. Propagande à faire ;
9. Questions diverses.

NOTA. — Les Syndicats ont droit à trois délégués.

NICE

Rectification

Dans la *Voix du Peuple*, n° 463, est parue une note informant que la Bourse du Travail de Nice, ainsi que les Syndicats y adhérents se serviraient du label alors qu'ils n'en auraient pas le droit.

« Nous tenons à dire qu'à la suite de la dissolution de l'Union locale, une division s'est produite dans le sein de la classe ouvrière de Nice ; nous affirmons que l'Union a été dissoute et que la Bourse du Travail s'est substituée à cette dernière et qu'elle doit être considérée comme seule adhérente à la C. G. T. par l'entremise de la Fédération des Alpes-Maritimes ; il est vrai que cette dernière, par l'entremise de son secrétaire, prend fait et cause pour les dissidents. »

« Vingt-cinq organisations dont onze fédérées nationalement adhérent à la Bourse du Travail. Six organisations, toutes fédérées, nationalement sont dissidentes. »

« Pour le Conseil d'Administration de la Bourse du Travail de Nice »

« L. MOREL. »

C'est encore un nouveau et regrettable conflit entre organisations syndicales qui se produit à Nice. Nous en sommes douloureusement affectés et nous souhaitons que les militants soient assez conscients et avisés pour mettre un terme à leurs questions de personnalités. Si la subvention est pour quelque chose dans vos divisions intestines, entendez-vous ensemble, camarades, pour vous en affranchir. Cela vaudra mieux cent fois que de vous entre-déchirer.

A titre documentaire, nous donnons le nom des organisations restées à la Bourse. Nous souhaitons que l'Union locale se reforme et englobe tous les Syndicats sans exception, dans l'Union départementale des Alpes-Maritimes.

NOMS DES ORGANISATIONS ADHERENTES A LA BOURSE DU TRAVAIL

(Les noms des organisations en italiques indiquent des Syndicats fédérés nationalement)

Ouvriers des tabacs ; Employés et Ouvriers des Tramways ; Ouvriers du Gaz et de l'Électricité ; Ouvriers du Port et Charretiers ; Ouvriers typographes ; Cantonniers ; Cochers d'omnibus ; Ouvriers Coiffeurs ; Artistes musiciens ; Préparateurs en pharmacie ; Ouvriers Tonneliers ; Commis Epiciers ; Ouvriers Machinistes ; Tireurs, Brasseurs, Livreurs ; Ouvriers Cuisiniers ; Garçons Bouchers ; Ouvriers Maçons ; Restaurateurs-Limonadiers ; Garçons marchands de vins ; Ouvriers Vermicelliers ; Ouvriers Boulangers ; Ouvriers en Pianos ; Garçons Cochers. — 25 Syndicats.

NOMS DES SYNDICATS DISSIDENTS

Employés de commerce ; Infirmités et Infirmités ; Cordonniers ; Ouvriers des Téléphones ; Ouvriers du Bâtiment ; Employés des chemins de fer. — 6 Syndicats.

Nice, le 14 juin 1909.

MOREL.

Plutôt que ces mauvaises nouvelles, combien nous aimons mieux les renseignements suivants qu'enous découpons de la *Voix du Peuple* de nos camarades de la Suisse romande et qui se rapportent toujours à Nice :

« Nous sommes dans la saison morte. C'est à dire que les bourgeois, les parasites, les viveurs de toutes sortes ont fui vers des contrées plus tempérées pour étaler leur faiblesse, à l'ombre des sapins et dans les casinos des stations balnéaires du Nord. Seuls, ou à peu près, les êtres utiles, les pénaux, restent toujours à la besogne pour produire toujours et ne jamais jouir. »

Ce sont les ouvriers du bâtiment qui ébèvent de nouveaux palais ou réparent les anciens pour qu'à la saison où les imprudents, les nuisibles, poussés par les frimas, puissent retrouver des logements spacieux et confortables, des parcs reverdis et fleuris pour se vautrer dans la plus crapuleuse débauche.

Bon nombre des misérables logés dans la vieille ville, amas de constructions de quatre à cinq étages coupées de ruelles de trois mètres de large en moyenne et desquelles monte une puanteur de moisi et d'odeurs d'égout. Ici, la torche révolutionnaire ferait plus pour l'hygiène et contre la dépopulation que toutes les mesures légales imaginables.

Les salaires varient en moyenne de 4 f. 50 à 5 f. par jour pour les ouvriers qualifiés et de 3 à 4 fr. pour les manoeuvres. Les typographes ont la journée de 9 heures et un minimum de 5 fr. 50 ; les linotypistes, 8 f. 40 pour 7 heures et 7 heures et demie.

C'est une exception. Pour les femmes ouvrières de l'aiguille, repasseuses, filles de magasin, bonnes, c'est pire.

La vie est relativement chère, sauf en ce qui concerne les vivres provenant du sol : fruits, légumes, vin. Ces produits naturels abondent dans les environs, grâce à un climat exceptionnel.

D'autre part tout augmente : le pain est à 55 cent. le kilog. ; l'on ne peut avoir un appartement de trois chambres et cuisine à moins de 350 à 375 fr., sans compter les impôts ; de même le lait qu'on n'a pas à moins de 40 cent. le litre ; le pétrole, les farines détrempées d'épicerie, etc., ont aussi augmentés.

L'organisation ouvrière est presque nulle. Les causeries ou conférences de propagande et d'éducation syndicales sont très rares, au grand détriment de la classe laborieuse qui est maintenue dans l'ignorance et l'immoralité et rendue exploitable à merci.

Agitation Syndicale

DANS L'EST

En ce moment, dans les bassins miniers et métallurgistes de Meurthe-et-Moselle, une active propagande syndicaliste est faite par le Syndicat des Mineurs et Métallurgistes de Meurthe-et-Moselle.

Quelques grèves de solidarité ayant réussi dans les bassins de Briey et de Longwy font oublier la défaite de nos camarades de Sudres.

Aussi, tous les jours de nouvelles adhésions sont enregistrées. Si les camarades du bassin de Nancy restent feutes, redoublent d'action et répondent en masse aux appels du Syndicat, les fluctuations disparaîtront pour faire place à des milieux conscients, tendant à s'agrandir tous les jours.

Pour les deux bassins de Briey et de Longwy, malgré notre active propagande, nos effectifs n'augmentent guère.

Il y a des raisons particulières que je tiens à signaler. Dans les bassins frontières (Longwy, Briey), il y a au moins 65.000 étrangers. 50.000 Italiens, 12.000 Allemands, Luxembourgeois, Belges, Polonais, etc., et environ 5 à 6.000 Français.

Au moins la moitié de nos camarades étrangers sont syndiqués, ou organisés à des partis politiques de leur nationalité. Mensuellement, ils paient les cotisations à des collecteurs qui adressent le montant à leurs Syndicats respectifs.

Il y a dans ces pratiques une anomalie. Notre Syndicat, faible en effectif, supporte les énormes frais de propagande dans les trois riches bassins de Meurthe-et-Moselle.

Aussi, souvent notre Syndicat est-il obligé de faire en petit ce qu'il pourrait faire en grand, et cela faute de fonds.

Il nous semble que dès l'instant que c'est notre Syndicat qui prend la responsabilité de toute la propagande, qui soutient toutes les grèves, que tous nos camarades Italiens, Allemands, Belges, etc., devraient imiter leurs compatriotes d'Auboué, en adhérant aux sections du Syndicat des Mineurs de Meurthe-et-Moselle.

Quand il y a un mouvement, grève partielle ou générale, tout le monde marche ensemble. Pourquoi, puisqu'ils ont les mêmes exploitateurs, puisqu'ils souffrent de mêmes maux n'adhéreraient-ils pas à une organisation qui est confédérée et, par dessus le marché, révolutionnaire ?

Les organisations italiennes, allemandes et belges, feraient bien de songer à ce que je signale. La Conférence internationale ferait bien aussi, si elle veut faire travail utile, d'intéresser à ses travaux ceux qui veulent œuvrer particulièrement au pacte international.

Ce n'est pas des vœux que nous voulons, c'est des actes.

J.-S. BOUDOUX.

Délégué permanent à la propagande du Syndicat des Mineurs et Métallurgistes de Meurthe-et-Moselle.

Les Congrès

La « Voix du Peuple » et les Congrès Nationaux et Internationaux des Corporations

C'est le moment où, dans beaucoup de corporations, se tiennent des Congrès annuels.

Logiquement, la « Voix du Peuple » devrait avoir la préférence des militants pour annoncer et rendre compte de ces Congrès.

Or, faut-il l'attribuer à la négligence, à l'oubli ou à la mauvaise volonté des militants ? Nous n'osons pas croire à cela. En tout cas, nous recevons très peu de renseignements sur les Congrès qui ont actuellement lieu.

Une fois de plus, nous faisons appel à tous pour obliger les fonctionnaires des Fédérations à s'occuper un peu plus de l'organe de la Confédération dont ils savent pourtant, le cas échéant, critiquer la gestion, l'administration et la rédaction.

Il ne s'agit pas ici de ténacité ou de questions personnelles, le journal la « Voix du Peuple » est à tous les Syndicats et pour tous les syndiqués réunis par la C. G. T. Il est surtout fait en vue de référer le plus parfaitement possible la vie confédérale et la vitalité syndicale des organisations adhérentes à la C. G. T. Il est absolument indispensable pour cela que les militants, quels qu'ils soient, prennent à cœur de nous renseigner tout particulièrement sur leurs mouvements spéciaux d'agitation, de grève, de congrès, etc.

Nous ne voulons pas prendre dans les autres journaux qui ne sont pas des organes syndicalistes.

Sur tous les événements de la vie syndicale notre « Voix du Peuple » doit avoir son mot personnel.

Nous pensons que cet appel, tant de fois répété, sera enfin entendu des camarades sincères, des militants loyaux qui, eux, savent mettre de côté les mesquineries particulières pour ne s'occuper que de l'intérêt général.

G. Y.

CONGRES DE L'AMEUBLEMENT

La Fédération nationale de l'Ameublement (Siège social 3, passage Rauch, Paris-XI^e) organise son 6^e Congrès national de l'Ameublement. Il se tiendra les 26, 27, 28 septembre 1909, à la Bourse du Travail de Tours.

En voici l'ordre du jour :

1. Rapport du Conseil fédéral.
2. Rapport financier du Conseil fédéral.
3. Rapport de la Commission de contrôle.
4. Création d'une poste de secrétaire permanent (Par décision du Congrès de Brest 1907).
5. Congrès international des ouvriers du bois (Copenhague 1910).
6. La carte fédérale, proposée par les Syndicats suivants : Ameublement de Vierzon, Ameublement de Nancy, Sculpteurs et mouleurs sur bois de Lyon. (Ce syndicat rédigeait sa proposition comme suit : Obligation de la carte fédérale).
7. L'apprentissage (Sculpteurs de Limoges, Ouvriers facteurs en pianos et orgues de Paris).

8. Suppression du marchandage (Ouvriers facteurs en piano de Paris).

9. Création d'un vintium fédéral (Sculpteurs de Paris).

10. Journée de 8 heures (Ameublement de la Bidoire (Savoie)).

11. Revision complète du tarif douanier pour les bois ouvrés (Sculpteurs de Nantes).

12. De l'antimilitarisme.

13. Obligation pour les organisations de mettre à exécution les décisions provoquées par leur vote dans les mouvements généraux.

14. De la valeur des décisions des majorités.

(Les questions 12, 13, 14 sont posées par les Ebénistes de la Seine).

15. De l'éducation syndicaliste dans les Syndicats (Ameublement d'Amiens).

Par un oubli du secrétaire, cette question fut omise sur « l'Ouvrier en Meuble ».

16. Questions diverses.

Article 15 des statuts de la Fédération : Tout syndicat se rattachant à l'ameublement et fédéré sera tenu d'adhérer aux congrès nationaux, il pourra y envoyer trois délégués.

Les syndicats fédérés depuis au moins 3 mois et à jour de leurs cotisations et les syndicats adhérents antérieurement n'ayant pas plus de 3 mois de retard dans le paiement de leurs cotisations, ont seuls voix délibérative.

Tout délégué au Congrès ne pourra être possesseur de plus de 3 mandats.

Les syndicats non fédérés adhérents au Congrès n'auront que voix consultative.

Avec cet ordre du jour, la Fédération adresse à ses Syndicats la circulaire suivante :

Fédération Nationale de l'Ameublement

(Siège social : 3, passage Rauch Paris (XI^e))

Aux Syndicats non fédérés,

Camarades, à l'occasion de notre 6^e Congrès national, nous vous adressons un nouvel appel, pour que vous veniez joindre vos efforts aux nôtres, afin que nous puissions par un fort groupement

et une action commune, atteindre un mieux-être et une sécurité plus grande du lendemain, que chacun de nous désire.

Que pouvez-vous, avec vos faibles forces, presque rien. Vous savez comme nous que si demain le patronat vous accueillait à la lutte, vous seriez à sa merci, si le prolétariat organisé ne venait à votre aide.

Dans le n° 96 de « l'Ouvrier en Meuble », que nous vous adressons, vous jugerez la différence des efforts de solidarité des syndicats fédérés et ceux des syndicats isolés. Les chiffres parleront pour nous, tous sans distinction reçurent les mêmes appels.

Dans les syndicats fédérés, l'esprit large de solidarité d'ouvriers qui ont compris que seule, l'Union de tous peut donner des résultats ; du côté des syndicats isolés il semble ressortir des faits, que pour eux l'humanité ne dépasse pas les limites de leur ville ou de leur commune. L'exemple de la Fédération du Bâtiment est là pour nous tracer la voie.

Par les grandes organisations, les ouvriers de l'ameublement ont obtenu de plus courtes journées de travail.

En Angleterre, la semaine de travail est de 50 heures ; à Berlin, elle est de 51 heures ; à Hambourg, de 53 ; à Stuttgart, de 54.

A Vienne (Autriche) à Buda-Pest (Hongrie), la semaine de travail est de 54 heures.

A Bâle, Berne, Zurich, elle varie entre 54 à 57 heures.

Mais nous, ouvriers français, qui nous réclamons de la Révolution française, nous faisons encore à Paris des semaines de travail de 60 heures, dans bien des centres de province, la semaine atteint encore 66 heures ; pensez-vous, camarades, que cela nous fait honneur ; pour peu que cela continue, nous risquons au point de vue économique d'être à l'arrière-garde de la classe ouvrière universelle.

Cette situation est la résultante des faibles organisations, des cotisations ridicules. Partout où les Syndicats ont par leur Union formé de vastes Fédérations, des résultats ont été acquis, améliorant le sort des travailleurs.

Pourquoi devant ces faits, continuez-vous une tactique sans résultat ; pourquoi ne pas venir à nous, pour imiter nos camarades d'Outre-Manche, d'Outre-Rhin ou de l'autre côté de l'Océan.

Camarades,

Nous espérons que vous entendrez notre appel, que vous assisterez à notre 6^e Congrès national. Ensemble nous étudierons les moyens de sortir du marasme dans lequel végète la grande majorité des ouvriers de l'ameublement.

La réduction du chômage endémique que nous subissons, ne peut être obtenue que par la réduction des heures de travail.

Rappelez-vous, camarades, que l'Union fera notre force et que notre émancipation ne sera que notre œuvre.

LE COMITE FEDERAL.

A L'EXTERIEUR

PORTUGAL

Les luttes économiques au Portugal

Pour donner aux lecteurs de la *Voix du Peuple* une idée des luttes et des simples conflits économiques en Portugal, voici la liste des grèves dont nous avons eu connaissance, pendant le second trimestre de 1909 :

Maçons à Braga de Prata (Lisbonne). Causes : Un ouvrier congédié. Résultat : encore inconnu.

Ouvriers du liège de Bealo (Lisbonne). Causes : trois ouvriers congédiés. Résultat : encore inconnu.

Ouvriers du liège de Sexal (la plupart des femmes). Causes : Ouvrière congédiée, reconnaissance du Syndicat et augmentation de salaires. Résultat : Echee.

Potiers à Massarelos (Porto). Cause : Non observation du contrat du travail en ce qui concerne les salaires. Résultat : Transaction.

Fondeurs à Massarelos (Porto). Cause : Augmentation de salaires. Résultat : Victoire.

Ouvriers de la chaussure à Lomba (Porto). Cause : Diminution des salaires. Résultat : Victoire.

Typographes à Braga. Cause : Réglementation du travail. Résultat : Victoire.

Ouvriers en conserves de poissons à Seta-bal. Cause : Diminution de salaires. Résultat : Victoire partielle et transaction.

Ouvriers du liège à Alcazar do Sal. Cause : Augmentation de salaire. Résultat : Transaction.

Bâtiment, à Vidago. Cause : Réduction du temps de travail. Résultat : Echee.

Bâtiment à Sabroso. Cause : Réduction du temps de travail. Résultat : Victoire.

Plûtes à Ibhavo. Cause : Diminution de salaires. Résultat : inconnu.

Pendant le troisième trimestre de 1909, se sont terminées trois grèves des ouvriers du liège à Calcibras, Cezinsbra et Lisbonne : la première victorieusement ; les deux autres par des transactions.

ALLEMAGNE

Samuel Gompers à Berlin

Le président de la Fédération Américaine du Travail, continuant son « voyage d'études » en Europe, a parlé, le samedi 31 juillet, à la Maison des Syndicats de Berlin, sur « le mouvement syndical des deux côtés de l'Océan ». Le contenu de son discours ressemblait beaucoup à celui qu'il avait déjà tenu à Paris et dans d'autres villes, c'est plutôt des discussions qui suivirent que nous nous occupâmes.

La première des questions qui furent posées au président américain concernait « l'immigration ». Le camarade Sickert demanda « pourquoi les Syndicats américains avaient voté pour la loi sur l'immigration, à la suite de laquelle les immigrants indigents sont exposés à un si dur traitement. »

A notre étonnement, M. Gompers a voulu nier ce traitement dur et brutal qui pourtant est connu partout en Europe, et notamment le fait que les immigrants doivent posséder une somme de 25 dollars (125 francs), sous

peine d'être arrêtés à leur arrivée, emprisonnés et renvoyés en Europe.

L'excuse de Gompers a été essentiellement celle-ci :

« Nous ne voulons pas que tous les pays du monde nous apportent leurs « éléments de qualité inférieure » qui viennent travailler chez nous au-dessus des tarifs syndicaux, menaçant les résultats de notre lutte syndicale et doivent être, en fin de compte, nourris par nous. »

« Les Syndicats, a-t-il demandé, ne doivent-ils pas défendre contre l'avalanche générale des masses ce qu'ils ont obtenu ? »

L'organe de la social-démocratie allemande, le *Worwarts* de Berlin (numéro du 3 août), a fait une bonne besogne en rappelant quelques-uns des faits les plus révoltants qui se sont produits ces temps derniers à l'égard des immigrants. Ainsi, selon une communication publiée par le *New-Yorker Volkszeitung*, on avait annoncé le 23 juillet dernier, que non moins de 700 personnes, arrêtées au lieu de débarquement (Ellis Island), seraient déportées « prochainement. »

Un incident non moins remarquable dans la réunion de Berlin, est le refus de Gompers de répondre à la question suivante : « Quelle est son attitude à l'égard de l'immigration ? » « Quelle est son attitude à l'égard de l'immigration, attendu qu'il paraît avoir fait de la propagande lors des élections pour un parti bourgeois ? Pourquoi les Syndicats américains ne marchent-ils pas avec le parti socialiste ? »

Quoi qu'on pense de l'utilité de l'action socialiste parlementaire, un orateur qui tient à éclairer un public européen sur « le mouvement syndical des deux côtés de l'Océan » ne saurait se dérober devant une question comme celle que nous venons de signaler.

J'ai répondu à cette question en Amérique, a dit Gompers, cent fois et plus, « ici je ne le fais pas », parce que vous ne connaissez pas notre situation et vous ne sauriez donc pas juger si ma réponse est juste. Les ouvriers américains ont toujours été satisfaits de ma réponse. »

Circonstance curieuse encore, Gompers a été chaleureusement défendu, ce même soir, par Legien, le représentant de la Commission générale des Unions syndicales allemandes. C'est ce qui a fait dire au *Worwarts* que Legien avait eu « une conduite plus que singulière » en croyant « le moment venu et la situation propre pour noyer son socialisme sous une mer de phrases à propos du « vrai révolutionnaire » et du « faux révolutionnaire. »

Nous aussi, nous estimons cette attitude « singulière » et nous en déduisons de nouveau que les syndicalistes allemands commencent de plus en plus à se libérer de la tutelle des politiciens social-démocrates — fait, du reste, que nous avons déjà relevé ici à plusieurs reprises en suivant le développement du syndicalisme allemand.

Ce fait, il faut s'en réjouir au point de vue de l'indépendance nécessaire du mouvement ouvrier. C'est aux syndicats révolutionnaires d'empêcher que les grandes masses des Syndicats ne tombent pas, en Allemagne et ailleurs (comme il en est déjà ainsi aux Etats-Unis) « dans les bras des politiciens bourgeois. »

Enregistrons encore la fin de la réponse que Legien a donnée au *Worwarts*, dans le Journal des Correspondances (Correspondenzblatt) des Syndicats allemands (numéro du 7 août) :

« Tous les journalistes, des deux côtés de l'Océan, qui entendent propager à la façon du *Worwarts* la parole de notre ami Karl Marx : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » ne pourront empêcher que l'American Federation of Labor, l'Union de nos frères américains, se joigne aux Syndicats européens. »

AMERIQUE

Les mineurs américains

Le Congrès que vient de tenir à Denver (Col) la Fédération occidentale des Mineurs (Western Federation of Mines) a pris le 24 juillet, une décision importante.

Plutôt que de se rallier au mouvement syndicaliste révolutionnaire, les mineurs de l'Occident ont décidé l'entente avec la grande Union des Mineurs (United Mines Workers of America).

Le délégué de Globe (Arizona) qui a proposé cette entente, a mis en lumière l'utilité d'un accord entre toutes les catégories de l'industrie minière : mineurs de minéral ou de charbons, les carriers, ouvriers des fontes et fours à coke, etc.

Le secrétaire des United Mine Workers d'Illinois, Frank Hayes, qui assistait au Congrès de Denver, s'est déclaré très sympathique à l'entente en ajoutant qu'il en serait de même de la grande majorité de son organisation, de sorte qu'on peut s'attendre à la création d'une Union générale des Mineurs.

Afin de préparer cette entente générale, le Congrès a résolu de nommer une Commission de sept membres, en invitant les United Mine Workers à en faire autant, pour fixer le jour où se tiendra la conférence commune.

La décision prise à Denver a